

La presse libre au Togo : à quand la mutation ?

QUATRE ans déjà ! De 1990 à ce jour, pas moins de quarante titres ont vu le jour dans le paysage médiatique togolais. Hebdomadaires pour la plupart, le seul quotidien privé — *Atopani* — s'est vite éteint, faute d'une bonne gestion. Combien sont-ils encore à paraître aujourd'hui et au prix de quelles difficultés ?

Sur les dix-sept publications qu'on recense auprès des vendeurs et des libraires, les journaux proches de l'opposition se taillent la part du lion. Parmi eux on peut citer les hebdomadaires *Courrier du Golfe*, *Forum Hebdo*, *La Lettre de Tchaoudjo*, *L'Éveil du peuple*, *Crocodile*, *Ablodé* (1), *Carrefour*, *Sentinelles*, *Ibanou Express* (2), le bi-hebdomadaire *La Tribune des Démocrates* et le journal satirique *Kpakpa désenchanté* (3).

Par ailleurs, on trouve quatre publications proches de la sensibilité présidentielle : *Politicos*, *Le Démocrate*, *Le Dérangeur* et *La Paille*, toutes des bimensuelles.

Enfin *L'Enjeu* et *Afrique Défi*, proches du Premier ministre de transition Joseph Kokou Koffigoh, ont une audience beaucoup plus limitée que les précédents titres. Pris individuellement le tirage de ces journaux dépasse rarement les 4 000 exemplaires, toutes sensibilités confondues.

A l'évidence, les nombreuses violations de la liberté d'expression, si elles ont endeuillé la famille de la presse ne l'ont pas désarmée. D'autres nécessités idéologiques

contribuent également à l'élargissement du champ médiatique togolais (4).

Un véritable parcours du combattant

Les journaux proches de l'opposition ont accompli un véritable parcours du combattant en quatre années d'existence. Pour avoir osé mettre à nu les abus et les violations du régime Eyadéma, plusieurs d'entre eux ont payé un tribut sanglant, ou fait l'objet d'expédition punitive. *Forum Hebdo*, le premier, a fait les frais d'une descente militaire le 9 décembre 1991. Puis les locaux de *Courrier du Golfe* et ceux de *La Tribune des Démocrates* seront saccagés respectivement le 22 janvier 1992 et le 15 avril 1993. Les dommages causés à ces trois publications se chiffrent à des centaines de millions, à cause des imprimeries saccagées, du matériel informatique détruit. La boucle est bouclée le 26 mai 1993 avec le plasticage d'une importante imprimerie, Les Grandes Éditions, dans laquelle la plupart des journaux se faisaient imprimer.

Excepté dans le dernier cas, les auteurs de ces destructions sont connus, puisqu'ils avaient opéré à visage découvert. Et pourtant, aucune action judiciaire n'a jamais été entreprise pour les appréhender et les traduire en justice, malgré les plaintes déposées, ce qui pose le problème de l'impunité au Togo.

Le prix le plus fort a sans doute été payé par le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Ablo dé*, Léopold Ayivi, victime le soir du 23 février 1993 d'un attentat meurtrier, juste devant son portail. Malgré près de huit mois de soins à Paris, où il a été évacué, il est revenu grabataire. C'est là le résultat des grands moyens de muselage de la presse indépendante togolaise.

Parallèlement à ces actes désespérés du régime soucieux d'en découdre avec une presse privée « pamphlétaire », « de combat », les vendeurs à la criée jusqu'à récemment étaient régulièrement pourchassés et des exemplaires de journaux saisis.

Le récent procès du 15 décembre 1993 pour diffamation intenté à *Ibanou* et qui a abouti à la condamnation par contumace du directeur de publication Jean Ihougan et de sa rédactrice Angèle Panouvi est perçu dans les milieux de la presse comme un vaste « complot » visant à obtenir, par des procès injustifiés de quelques juges marrons ce que la violence n'a pu faire. Si bien que, lorsque le 17 novembre 1993 Moudassirou Katakpaou-Touré est enlevé nuitamment pour avoir publié des écrits « diffamatoires » contre le chef de l'État et son ministre de la Défense, toute la presse s'est faite une dernière *La Lettre de Tchaoudjo* et des voix se sont élevées.

En outre, les irrégularités qui ont entaché l'instruction du dossier, l'inconsistance des chefs d'accusation, démontés d'ailleurs par les avocats de la défense, ont semble-t-il amené le pouvoir à lâcher du lest selon certains. Pour d'autres, le pouvoir a sans doute voulu jouer à l'apaisement du climat social tendu qui prévalait au lendemain des élections présidentielles du 25 août

1993 boycottées par l'opposition et décriées par beaucoup.

Dans tous les cas, la libération de Katakpaou-Touré, le 22 décembre 1993, a été saluée par les journaux de l'opposition comme une « victoire », nonobstant les 5 500 000 de F CFA d'amende, soit 55 000 F.

A quand la mutation pour une presse d'information ?

Dans toute société, la presse est à l'image des gouvernants. Une presse ordurière pour des orduriers, une presse « policée », élégante pour des hommes qui savent distinguer les biens publics des biens personnels et qui évitent de violer les lois par loisir. C'est en ces termes que *Kpakpa désenchanté* (n° 111 du 4 janvier 1994) répond aux détracteurs de la presse privée. Autre critique formulée assez souvent à l'endroit des journalistes de la presse indépendante est qu'ils n'ont pas reçu de formation journalistique. Ce à quoi le journal satirique répond que ce ne sont pas les procès en diffamation qui apprendront aux « journaloux » (terme satirique de journaliste) l'art du métier, ses pièges, ses astuces, ses règles (*Kpakpa désenchanté* n° 111). Du coup, les autorités semblent avoir compris le message, puisque pour la toute première fois patrons, hauts cadres et praticiens de la communication, tant du privé que du public, ont été en colloque en janvier dernier.

(1) Indépendance, libération en mina, langue du Sud Togo.

(2) *Ibanou*, « venez écouter » en akposso, langue de la région centrale.

(3) *Kpakpa*, « canard » en mina.

(4) Ainsi note-t-on la prolifération sauvage des radios FM : Radio Martyrs, Radio Vérité, Horizon 2000, Canal Plus (sic)...

Cette rencontre a permis, selon les organisateurs, de passer en revue les obstacles à une véritable politique de la communication. Elle a également donné l'occasion de cerner les difficultés du coût élevé de fabrication des journaux, renchéri par la récente dévaluation du F CFA, et de réfléchir sur les déficits budgétaires des publications. Enfin cette initiative a révélé la nécessité de créer une messagerie pour une distribution efficace des journaux.

Pour l'heure, l'UJIT (Union des journalistes indépendants du Togo), créée en novembre 1993, qui a le mérite de rassembler presque tous les journalistes de la presse privée, se bat pour l'encadrement de ses

membres. L'organisation de la profession dans un pays où n'existe aucune base juridique figure également dans son agenda.

En attendant, la famille des journaux privés s'est agrandie de deux nouveaux hebdomadaires : *Résistance* et *Sud Républicain*, respectivement de huit et douze pages.

Pour leurs manchettes, le premier a choisi les législatives alors que le second revient sur le récent coup de force de janvier. Ajoutez à cela la dévaluation et vous avez les trois préoccupations de l'heure des Togolais.

Victor K. Toulassi
Kangni A. Alem